

DEMANDE D'AUTORISATION DE CUMUL D'ACTIVITE

A TITRE ACCESSOIRE

AGENTS A TEMPS COMPLET OU A TEMPS PARTIEL

- Décret n°2007-658 du 2 mai 2007 –

- Décret n°2002-22 du 4 janvier 2002 (art. 8)

Année scolaire :

Je soussigné (e),.....(Nom Prénom) Grade :

Etablissement scolaire :

Adresse électronique :

Sollicite l'autorisation de cumuler mon activité principale avec une activité accessoire ci-dessous précisée,

Pour la période du/...../..... au/...../..... .

DESCRIPTION DE L'ACTIVITE PRINCIPALE EXERCEE

Fonctions exercées :

Exercez-vous ces fonctions : à temps complet à temps partiel (quotité :))

PROJET DE CUMUL AVEC UNE ACTIVITE ACCESSOIRE

A – DESCRIPTION DE L'ACTIVITE ENVISAGEE

- Identité, nature et secteur d'activité de l'organisme pour le compte duquel s'exercera l'activité accessoire :

.....
.....
.....

- Nature de l'activité accessoire :

.....
.....

- Durée, périodicité et horaires approximatifs de l'activité :

.....
.....

- Conditions de rémunération de l'activité :

.....
.....

- Exercez-vous déjà une ou plusieurs activité (s) accessoire (s) ? OUI NON

En cas de réponse positive, veuillez décrire précisément ces activités (caractère public ou privé, durée, périodicité et horaires approximatifs, etc...) dans votre courrier d'accompagnement.

- Informations complémentaires que vous souhaitez porter à la connaissance de l'administration :

.....
.....

B – DECLARATION SUR L’HONNEUR (à remplir en cas de cumul avec une activité accessoire à caractère privé)

Je soussigné(e), (Nom Prénom),

souhaitant cumuler mon activité principale avec une activité privée accessoire pour le compte de (nom et coordonnées de l’entreprise ou de l’organisme) :

.....
.....

déclare sur l’honneur ne pas être chargé(e), dans le cadre de mon activité principale, de la surveillance ou de l’administration de cette entreprise ou de cet organisme, au sens de l’article L.432-12 du code pénal.*

**« Le fait, par une personne dépositaire de l’autorité publique ou chargée d’une mission de service public ou par une personne investie d’un mandat électif public, de prendre, recevoir ou conserver, directement ou indirectement, un intérêt quelconque dans une entreprise ou dans une opération dont elle a, au moment de l’acte, en tout ou partie, la charge d’assurer la surveillance, l’administration, la liquidation ou le paiement, est puni de cinq ans d’emprisonnement et de 75 000€ d’amende ».*

Fait à :, le

Signature de l’intéressé(e) :

<p><u>AVIS DU SUPERIEUR HIERARCHIQUE SUR LA DEMANDE DE CUMUL</u></p> <p>.....</p> <p>Fait à, le</p> <p>SIGNATURE (<i>identité, grade et fonctions du responsable</i>) :</p> <p><u>AVIS DU POSTE DIPLOMATIQUE OU CONSULAIRE SUR LA DEMANDE DE CUMUL</u></p> <p>.....</p> <p>Fait à, le</p> <p>SIGNATURE (<i>identité, grade et fonctions du responsable</i>) :</p>

IMPORTANT : En cas de changement substantiel dans les conditions d’exercice ou de rémunération de l’activité faisant l’objet de cette demande d’autorisation, il sera considéré que vous exercez une nouvelle activité, et vous devrez formuler une nouvelle demande d’autorisation.

L’autorisation que vous sollicitez n’est pas définitive.

L’autorité dont vous relevez peut s’opposer à tout moment à la poursuite d’une activité qui a été autorisée, si :

- L’intérêt du service le justifie ;
- Les informations sur le fondement desquelles l’autorisation a été donnée apparaissent erronées ;
- L’activité autorisée perd son caractère accessoire.